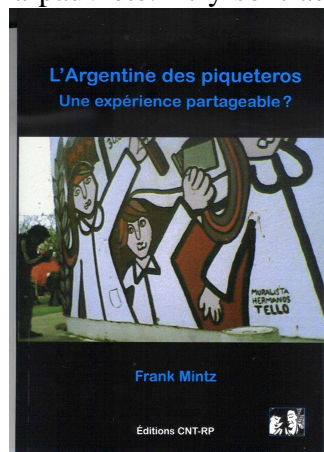


Argentine info 58 59

6^{ème} année.

(Fin de rédaction, 15 avril 2011)

Si au départ le mot piquetero désigne des chômeurs ayant une conscience de classe, aujourd'hui il s'agit plutôt d'un ensemble aux multiples facettes. On y trouve, bien entendu, les chômeurs et leurs familles, et aussi tous les précaires et les "employés" (La définition officielle de l'emploi étant un minimum d'une heure hebdomadaire rétribuée) sous le seuil de la pauvreté. Et y sont aussi les peuples originaires du nord et du sud, dont les terres sont la



proie des grands propriétaires et des multinationales (pour planter du soja majoritairement transgénique ou élever des moutons pour la laine de Benetton).

Les piqueteros sont les exclus du système néo libéral relevant la tête pour s'organiser et résister, en tombant bien des fois dans les promesses creuses (accompagnées d'enveloppes) du parti au pouvoir.

Depuis 1996-1998, ils maintiennent leurs demandes de travail juste et digne, face à la surdité et la cécité permanentes de tous les grands partis politiques (fidèles aux multinationales), la pauvreté endémique et des subsides squelettiques, le chômage et les emplois précaires (surtout ceux du gouvernement), la menace et la présence de la faim, la dénutrition infantile, la hausse du narco trafic, la gâchette facile des différentes polices.

C'est l'instinct et l'expérience de la survie qui les obligent à militer ensemble, à chercher à construire un autre présent pour un autre futur.

Quatrième de couverture du livre de Frank Mintz *L'Argentine des piqueteros (Une expérience partageable?)*, Paris, éd. CNT RP, 2011, 140 p. 15, euros.

Contenu

1) Luites en cours

- 1 – 1 Frente Popular Darío Santillán Syndicalisation de coopérativistes, de travailleurs autogérés et de précaires p. 2
- 1 – 2 Syndicats de combats maffieux p. 4
- 1 – 3 CGT et présidence de la République argentine, mariage maffieux tumultueux p. 5
- 1 – 4 Kom bien visibles et bien conscients Les Qom ont coupé la 9 de Julio [grande avenue de Buenos Aires] par opposition au silence officiel p. 6
- 1 – 5 Action directe spontanée toujours présente a)Le train tombe en passe et les passagers décident de couper l'autoroute b) Colère et douleur à La Matanza. Furieuse réaction des habitants après l'assassinat d'un jeune homme p. 7
- 1 – 6 Des juges en action (sur un fond d'inaction de juges quant aux malversations de la tribu Kirchner, aux morts d'enfant dus à la dénutrition, etc.), Document de Hijos [enfants de disparus pour l'identification, la justice, contre l'oubli et le silence] La Plata 35 ans après le putsch p. 7
- 1 – 7 Vie carcérale sous le modèle K: Prison modèle de Coronda, modèle d'anéantissement p. 9

1 – 8 Mort d'enfants par dénutrition : Réponse [...] au gouverneur kirchnériste de la province de Salta sur sa déclaration que les aborigènes ne vont pas à l'hôpital	p. 12
1 – 9 Salariés d'après les statistiques officielles de l'INDEC [4 ème trimestre 2010]. 20 % à peine touche plus de 3.500 pesos	p. 13
1 – 10 Vision de <i>Hijos del Pueblo</i> , mensuel anarchiste	p. 14

2) Sacré pays

2 – 1 La presidente de la République argentine reconnaît ses limites	p. 14
2 – 2 Pillage des côtes et Modèle K	p. 14
2 – 3 Du bon usage de la police, question d'intérêts	p. 14
2 – 4 Wiñazki Miguel La locura de los argentinos la folie des Argentins	p. 15

1) Luites en cours

1 – 1 Frente Popular Darío Santillán Syndicalisation de coopérativistes, de travailleurs autogérés et de précaires

Nous, 3000 travailleurs environ, femmes et hommes de coopératives travaillant pour l'État, d'entreprises autogérées, et en général, précaires, des provinces de Buenos Aires, Córdoba, Chaco, Formosa, Tucumán, Río Negro, Santa Fe et de Buenos Aires [plus de 60 % de la population active], nous avons décidé de nous syndiquer pour faire valoir nos droits.

Cette décision est le fruit d'un processus d'organisation depuis la base, avec élection de délégués et assemblées plénières de débat horizontal; d'une série de luites, de succès et d'échec afin de chercher à garantir ce qui nous revient comme travailleurs, femmes et hommes, que nous avons synthétisé dans la consigne "coopératives sans chefs clientélistes et nervis (punteros)". Elle vient d'un processus d'unité entre différents groupements précédents de travailleurs, femmes et hommes, et de chômeurs, femmes et hommes. Et elle est issue de la construction patiente des conditions d'indépendance sur chaque lieu de travail, dans chaque assemblée de base.

L'État a proposé, ces dernières années, des formes de rapports sociaux qui ont donné une occupation à des dizaines de milliers de travailleurs, femmes et hommes, par l'intermédiaire de Plans de travail public ou des propositions d'embauche dans des coopératives. Ces initiatives ont offert une possibilité d'emploi aux chômeurs femmes et hommes, mais elles maintiennent dans l'instabilité et la précarisation des travailleurs femmes et hommes. En réponse à cette situation injuste et illégale, la volonté de nous syndiquer comme travailleurs, femmes et hommes, est née afin de lutter pour nos droits.

L'assemblée plénière de fondation de l'Association syndicale (célébrée au siège à Buenos Aires de l'Association de travailleurs de l'État), avec la participation de 170 délégués de base, a défini les revendications de lutte qui entrent en vigueur ce jour, mercredi 16 mars [2011]:

- *Ralbol de "l'externalisation" de l'emploi dans le public et de la précarisation des conditions de travail.*

- *Aucune rémunération en dessous de panier basique [de ressources]. Augmentation des salaires payés par l'État pour les Travaux publics par le système de Plans d'emploi ou d'embauche de Coopératives pour atteindre le minimum de 1.740 pesos.*

- *Élargissement et nationalisation des Plans de Travaux publics et d'embauche de coopératives de la part de l'État dans tout le pays. Subsidés à la production pour les Entreprises récupérées et autogérées.*

- ***Droit à la santé, à la couverture social pour le travailleur et sa famille; et aux assurances en cas d'accident du travail.***

- ***Stabilité professionnelle, prime de fin d'année, congés payés. Application de ces diverses modalités liées à l'emploi, prévue par l'État, et avec les mêmes droits revenant à tout travailleur.***

- ***Extension de l'Assignation universelle aux enfants des travailleurs femmes et hommes précarisés, des entreprises récupérées et des projets autogérés.***

Les accords adoptés lors de plénums successifs ont été: la volonté de "affilier au niveau national le plus grand nombre de travailleurs Femmes et hommes des coopératives du plan "Argentina Trabaja", des coopératives de travail pré existantes et des entreprises qui autogèrent leur travail, dans un sens large et unitaire"; il a été également établi que "l'organisation syndicale devra être un outil de lutte pour les revendications propres à la classe travailleuse", qui à son tour "avance vers la formation de structures authentiquement démocratiques de Pouvoir populaire générant les conditions pour un véritable Changement Social". Enfin, on définit le caractère "démocratique et classiste, sans ingérence de l'État ni de bureaucraties, en développant chez les camarades, femmes et hommes, la formation politico-syndicale et la conscience et la solidarité de classe".

Pour toutes ces raisons, nous appelons à une présentation de "l'Association syndicale de travailleurs, femmes et hommes, coopérativistes, en autogestion et précarisés" face au ministère du Travail de la Nation, où nous commencerons les formalités d'inscription officielle avec une demande d'audience au ministre Carlos Tomada.

Nous invitons à participer les différentes expressions syndicales de base des travailleurs, les entités impliquées dans d'autres expériences de travail coopératif ou précaire, les organisations sociales et toutes les forces populaires se sentant reflétées par cet appel.

Commentaire:

Ce syndicat était en préparation dans le Frente Popular Darío Santillán depuis une dizaine de mois et c'est un pas en avant significatif pour deux raisons.

Le FPDS se sent assez fort (côté service d'ordre) pour créer un syndicat et se doter des structures et des conseillers juridiques, des avocats nécessaires pour accompagner les revendications de ses adhérents. Sans ces outils aucun syndicalisme horizontal n'existe réellement.

C'est une série de claques lancées contre le gouvernement national et sa présidente, incapables dans ce domaine, comme dans presque tous les autres, d'assurer un suivi des salaires, de la couverture sociale des employés auxquels ils proposent des tâches.

Une autre claque contre l'ANTA Association national des travailleurs en autogestion, dans la CTA et regroupant des entreprises autogérées, incapables de soulever et offrir des solutions comme le syndicat du FPDS. Pourtant l'organisateur est Rufino Almeida, très proche du gouvernement des K depuis 2005 et élu en décembre 2010 secrétaire général du MUP (Mouvement d'unité populaire). Sa biographie sur le site du MUP indique *De formation libertaire, il reconnaît que le péronisme comme l'expression politique et culturelle de la classe ouvrière argentine. Formation libertaire, peut-être, morale libertaire, certainement pas avec cette vision du péronisme et vu son approbation de fait d'une présidence de la république si proche du crétinisme et de la corruption généralisée !*

Une autre claque aux deux autres organismes regroupant les entreprises récupérées, MNFR (mouvement national de fabriques récupérées, pro K) et MNER (mouvement national d'entreprises récupérées, apparemment critique des K) et tout aussi incapables dans leur domaine de régler les problèmes quotidiens des travailleurs.

1 – 2 Syndicats de combats maffieux

- A), la poursuite de la lutte des syndicats maffieux contre des syndicats de travailleurs revendicatifs –donc contre la présidence K- depuis octobre avec l’assassinat de Mariano Ferreyra en octobre 2010;

-B), la lutte des syndicats maffieux entre eux;

-C), la lutte de la justice contre des syndicats maffieux dans la cause des médicaments bidon et d’une partie du financement illicite de la campagne présidentielle de 2007 de Cristina Fernández de Kirchner (belle application du gouvernement des droits de l’homme et du Modèle K).

La seule différence avec le quotidien depuis dix ans et plus, c’est l’intensité des deux premiers plans et l’apparition belliqueuse du dernier depuis 2010 (trois aspects déjà abordés et en particulier dans le dernier bulletin; voici brièvement des faits nouveaux):

-A), les retombées de l’assassinat programmé de Mariano Ferreyra sont de trois sortes: l’état de santé de la blessée grave Elsa Martínez (une balle dans la tête, 56 ans, devenue hémiplégique, du côté droit avec des troubles d’élocution, des soins médicaux coûteux et une souscription en cours, *Página 12*, 09.04.11); *Pedraza a été arrêté dans l’affaire de l’assassinat du militant du PO, sous l’accusation d’instigation de crime [...] Le numéro deux du syndicat de cheminots [UF, Unión Ferroviaria] a été également mis sous les verrous et un délégué du syndicat.* (*Clarín*, 23.02.11).

Il faut rappeler que Pedraza, outre ses fonctions syndicales, et de fait patron d’une agence d’intérimaires pour les chemins de fer, d’où un train (!) de vie aisé: *un appartement [vue imprenable] de plus de 200 m2 évalué à un million de dollars [à Puerto Madero, secteur chic, de Buenos Aires]* (*Perfil*, 25.02.11).

Troisième aspect, le syndicat UF a bien entendu protesté *La grève [de douze heures] pour Pedraza a affecté 400.000 usagers des chemins de fer [proches de la capitale]* (*Clarín*, 26.02.11)

Des balles perdues en retard depuis octobre 2010 ont touché *Un sous-commissaire de la police fédérale assassiné par des tirs à Villa Bosch.* Il était accusé de complicité dans le crime de Mariano Ferreyra (*Clarín*, 23.03.11)

Ces derniers jours on a les faits suivants compréhensibles par les dires des commanditaires maffieux:

[...]“Le groupe qui a provoqué accuse”, a dit le ministre du gouvernement de la province de Santa Cruz [nommé avec l’aval de l’ex président de la République Néstor Kirchner, ex gouverneur de la dite province], José Manuel Córdoba, sur l’attaque de mardi dans la localité de 28 de Noviembre. (*Clarín*, 14.04.11). [...] *“Il y a eu une provocation assez organisée. Ils avaient des barres de fer, des pierres et des bâtons [habitude dans tous les pays des profs qui manifestent, comme chacun le sait]”, a affirmé dans la même veine le délégué responsable de l’UOCRA [syndicat du bâtiment] de la province de Santa Cruz, Carlos García, d’après l’agence DyN.*

Commentaire sur la logique kirchnériste sous-jacente:

Protester contre le Modèle K est une agression contre la présidence du gouvernement national des droits de l’homme, l’envoi de pseudos syndicalistes est une justification qui sert aux idiots utiles.

Ce même mardi était le point de départ d’un débrayage de trois jours des enseignants et des employés de l’État contre l’augmentation de 25 % octroyée par le gouverneur Daniel Peralta et pour celle de 50 % demandée par les syndicats de ces professions. D’après les

travailleurs, le panier basique dans le Sud du pays atteint les 10.000 pesos mensuels [5 fois qu'ailleurs].

C'est dans ce cadre qu'un groupe d'enseignants et d'employés de l'État a voulu présenter ses revendications à un meeting du gouverneur à 28 de Novembre, près de Río Turbio, mais un groupe de nervis lié à l'UOCRA les agressa par surprise, en causant 17 blessés. [...]

-B), la lutte des syndicats maffieux entre eux;

Assassinat de Roberto Rodríguez, trésorier du syndicat de « Maestranza » (regroupant des syndicats du nettoyage dans le spectacle et diverses professions du spectacle) le 27 janvier 2011, rattaché à la CGT de Barrionuevo (petite dissidente cégétiste proche de l'ex président Duhalde).

Dans le cas présent, et sans que l'enquête ait avancé d'un millimètre, l'affaire ressemble à un règlement de comptes entre syndicalistes.

-C), la cause des médicaments bidon et d'une partie du financement illicite de la campagne présidentielle de 2007. À la suite de divers assassinats en 2009, la Justice découvre un règlement de comptes entre complices d'une escroquerie sur les médicaments, avec deux retombées:

a) Le financement d'une partie de la campagne électorale présidentielle de Cristina Fernández de Kirchner

b) L'utilisation de faux médicaments vendus dans certaines pharmacies du groupe maffieux et en particulier dans les cliniques de la CGT de Moyano, le syndicat le plus important du pays et d'autres syndicats. Astuce supplémentaire: la présentation à la Sécurité sociale de factures de médicaments spécifiques (donc chers) administrés pour des pathologies graves à des patients inexistantes (et cela depuis des années, 2005, selon les données actuelles).

Comme si de rien n'était le gouvernement national contenu de financer les cliniques syndicales (*Clarín*, 27.01.11).

1 – 3 CGT et présidence de la République argentine, mariage maffieux tumultueux

La CGT actuelle est une création de Perón et elle est si inhérente au péronisme qu'elle est passée, avec son secrétaire d'aujourd'hui Hugo Moyano, du tremplin de simple claque pour chaque candidat péroniste officiel¹ aux élections présidentielles à rôle de protagoniste dans le gouvernement national. Un désir qui visiblement porte ombrage aux K et à leurs habitudes de régler entre 2 ou 3 amis toute décision nationale importante.

Le tendon d'Achille d'Hugo Moyano est son activité financière maffieuse, faiblesse similaire à celle de la présidente de la République, Cristina Fernández, dans la même affaire de médicaments bidon. Ce « couple » sur le plan escroquerie a une vie agitée du fait des ambitions de Moyano, puisque chacun cherche à écraser l'autre par la menace d'un procès accablant.

Très concrètement, Moyano exige que le binôme péroniste aux élections présidentielles de cette année inclue un vice-président désigné par la CGT. Une discussion téléphonique orageuse le soir du 26 octobre 2010 entre le leader cégétiste et l'ex président de

¹ La caractéristique du péronisme est que les opposants les plus acharnés finissent par laisser la place au candidat le plus avancé dans les sondages, selon la formule de l'hymne péroniste "*todos unidos venceremos* [...]" [tous unis nous vaincrons]. Mais chacun garde assez de peau de banane pour prendre la place de l'autre en le traitant d'escroc, comme entre le président Carlos Menem et Eduardo Duhalde et le tout petit aspirant Néstor Kirchner, le président Duhalde et le petit Néstor Kirchner, etc.

la République se solda par la mort de ce dernier au petit matin le 27 octobre 2010². Cette dispute continue avec la présidente, par juges interposés dans l'affaire des médicaments bidons, est le dernier coup fourré a été le jeudi 17 mars une demande d'enquête de la Justice suisse sur la famille Moyano pour blanchiment d'argent (bien sûr, impulsée par la présidence de la république argentine). Le jour même la CGT décrétait une grève générale pour le lundi afin de protéger Moyano. Le vendredi, de laborieuses négociations eurent lieu avec recul des kirchnéristes et apparitions de vices dans la demande suisse. Le samedi la CGT annonçait qu'elle retirait son appel à la grève générale. Si Cristina Fernández n'a pas compris la menace, il lui reste quelques mois pour s'y préparer.

Encore en mars, nouvelle attaque judiciaire contre Covelia, une société louche qui serait un paravent d'affaire de Moyano. L'affaire suit son cours.

En avril, présentation aux élections de gouverneur dans la province de Salta d'un candidat soutenu par la CGT de Moyano. Il n'arrive qu'en troisième position après Urtubey réélu en dépit de sa gestion lamentable. D'où des dards lancés contre la CGT, sans doute à la demande de la présidente de la République.

1 – 4 Kom bien visibles et bien conscients Les Qom ont coupé la 9 de Julio [grande avenue de Buenos Aires] par opposition au silence officiel. Sans réponse une semaine après le dépôt de leur quatrième demande d'audience [auprès de la présidente de la République] (Agencia Rodolfo Walsh, 10.04.11)

La communauté Qom de la province de Formosa a coupé hier pendant une heure et demie l'avenue 9 de Julio pour dénoncer le silence officiel depuis maintenant quatre mois sur la question de ce qui a toujours été leur territoire, usurpé par le gouverneur Gildo Insfrán et une famille féodale proche de la ville de Laguna Blanca. De plus, simultanément, dans la république sœur du Brésil, une performance d'une heure s'est faite à l'attention des personnes sous anesthésie [politique].

Les Qoms de cette communauté sont là depuis fin décembre 2010, l'année de l'indépendance des 200 ans d'indépendance de l'Argentine et du maintien fictif des droits de l'homme du « modèle K » !

Il y a quelques semaines La Communauté Qom Navogoh La Primavera de la province de Formosa campe depuis trois mois et demi à l'angle Avenida de Mayo et 9 de Julio. Elle a fait une marche hier en direction de la Maison de la province de Formosa, puis au Parlement national et à la place de Mai pour exiger justice pour Mario et Roberto López, abattus en novembre dernier sur la route nationale 86, et de plus pour qu'on leur restitue leur territoire légitime, qui leur a été usurpé. Dans le même Temps le gouverneur de Formosa Gildo Insfrán a émis un décret en l'honneur du policier "tué par les mains des indigènes" (Agencia Rodolfo Walsh, 24.03.11).

Commentaire:

Bien évidemment le gouverneur est kirchnériste et on peut admirer son sens de la solidarité entre Argentins. Avant d'être kirchnériste, Gildo Insfrán, en fonction de gouverneur depuis 1995, grâce à un changement de la constitution de la province qui permet la réélection indéfinie à ce poste, était péroniste admirateur de Menem, de De la Rúa, de Duhalde. C'est donc une girouette patentée ! La province n'a que 550.000 habitants, deux tiers de la population active travaille pour l'État provincial, cela explique des scores de réélection d'Insfrán de plus de 70 % ! Bel exemple démocratique qu'aucun candidat aux élections présidentielles de 2011 ne semble décidé à détruire.

² L'incapacité de gérer sa propre santé, et a fortiori, sa famille et son pays a toujours accompagné cet individu. Laissons de côté le détail du cercueil fermé et de l'annonce d'un hématome sur le front du défunt, la vie conjugale des Kirchner étant passive, violente et sans intérêt syndical.

On peut remarquer que si deux Argentins tués étaient de l'origine des peuples originaires, le policier tué qui les attaquait était un Argentin créole, ce qui permet de penser que le silence et la mansuétude attribués aux « indigènes » est un mythe en décomposition. La preuve est ce qui suit.

"Il n'est pas possible que la gouvernement national ait tellement de ressources pour protéger un nid de rats, que l'État lui-même a créé pour protéger ses intérêts personnels", a déclaré avec véhémence le leader de la Communauté Félix Díaz, en arrivant devant la Maison de la province de Formosa où il y avait un grillage accompagné de policiers, synonyme évident qu'il y n'y aurait pas d'écoute. Les gens savent que la marche est pacifique mais le grillage signifie leur nier une occasion [de dialogue], les rendre invisibles. C'est tellement vrai que plus tard Díaz dit lors d'un arrêt devant la Maison de la province de Salta: "Même ici on nous a écoutés une fois quand nous y avons une demande sur l'expulsion de nos frères Wichis de la province Salta. Le gouvernement de Formosa ne veut pas dialoguer".

Il a ensuite ajouté: *"Ralbol de la discrimination, ralbol du racisme, de l'application de lois contre les plus faibles! Nous appartenons à un endroit où nous avons été asservis, malmenés et assassinés, abandonnés à notre propre sort où les fonctionnaires ont l'ordre de réprimer, ont le pouvoir de violer les droits de l'homme!* En parallèle Díaz a accusé la police d'être *"l'outil de la corruption".*

Il aurait pu ajouter que la Justice semble aux abonnés absents, du fait de la rareté de juges honnêtes et capables et ne parlons pas de la présidence de la République et du Modèle K qui brille, en ce cas, par sa splendide et splendide absence !

1 – 5 Action directe spontanée toujours présente

A) *Le train tombe en panne et les passagers décident de couper l'autoroute 2 (Clarín, 01.03.11) Un train de l'entreprise Ferrobaires, avec 735 personnes à bord, allant de Mar del Plata à la gare de Constitución à Buenos Aires a eu une panne et est resté trois heures sur place. Les usagers las d'attendre ont décidé de couper l'autoroute 2 durant quarante minutes. [...]*

Le train, avant la panne, s'était déjà arrêté cinq fois après le départ de Mar del Plata [...] Tout se calma lorsqu'à cinq de l'après-midi une locomotive de remplacement arriva pour remplacer celle en panne et les voyageurs purent continuer leur périple compliqué.

b) *Colère et douleur à La Matanza. Furieuse réaction des habitants après l'assassinat d'un jeune homme (Clarín, 02.03.11)*

Cela s'est passé à Rafael Castillo (municipalité de La Matanza). La victime, de 18 ans, fut abattue par balles au cours d'un vol de portable. Avant de mourir elle a indiqué les auteurs de l'agression, qui sont du quartier. Les habitants ont essayé de les lyncher et l'un a été grièvement blessé. Sa maison a été brûlée et des affrontements avec la police ont eu lieu. [...les habitants l'accusent] de "libérer la zone" pour les agresseurs. "Ces délinquants ont été plusieurs fois dénoncés à la police pour vols et au commissariat on ne nous a pas pris au sérieux", dit un homme du quartier à Clarín. La protestation a concerné le chef du commissariat du district de Rafael Castillo, Claudio Martínez, qui a reçu une pierre sur la tête et a dû recevoir des soins.

1 – 6 Des juges en action (sur un fond d'inaction de juges quant aux malversations de la tribu Kirchner, aux morts d'enfant dus à la dénutrition, etc.), Document de Hijos [enfants de disparus pour l'identification, la justice, contre l'oubli et le silence] La Plata 35 ans après le putsch.

Comme Mère de trois disparus durant cette période et comme militante des droits de l'homme en Argentine et en France je recommande cette lecture qui apportera une vision

douloureuse mais réelle et courageuse de cette lutte, qui dure depuis plus de trente cinq ans pour ma part et plus d'une décennie de la part de l'institution HIJOS. María Esther Tello. Mère de la place de Mai [26.03.11, chapeau pour ses envois privés de ce texte].

Nous cherchons dans ce texte à apporter à la discussion sur l'état réel du processus des procès [contre les tortionnaires] commencé il y a 8 ans, en pointant ses contradictions et ses avancées, la profondeur de ses intentions et la nécessité de le compléter dès que possible.

35 ans après le putsch génocidaire la lutte contre l'impunité d'hier et d'aujourd'hui continue. En effet les disparitions forcées, la famine et la répression se poursuivent. La réalité confirme que dans l'Argentine "démocratique", une fois terminé le génocide appliqué par la dernière dictature, la répression a changé de forme pour s'adapter aux besoins du modèle. On a reformulé la conception de la doctrine de la "sécurité nationale" avec celle de politiques de "contrôle social". [...] aujourd'hui cette impunité se perpétue avec des politiques d'autocratie et de corruption policière, de gâchette facile en application permanente pour infliger la crainte sociale aux dépossédés et l'inculpation de ceux qui ne sont pas utiles aux buts de ce modèle de "croissance fondée sur l'exclusion". Telle est la véritable double politique des droits de l'homme que le kirchnérisme a utilisé pour se donner des airs progressistes dans sa gestion et obtenir une approbation populaire semi-durable dans un pays qui continue à présenter les tensions propres à un schéma social d'inégalité, mais où on a consolidé un secteur officiel acritique dans le mouvement des droits de l'homme, qui joue le rôle d'homologation du peu qui est fait au détriment du beaucoup qu'il reste à exiger en la matière. Un exemple en est l'avancée contradictoire que représentent les procès contre les génocidaires, aussi à La Plata, que dans le reste du pays.

La justice au compte-goutte Huit ans après l'annulation des lois d'impunité grâce à la lutte populaire, l'État argentin n'a rendu effectifs que 42 procès oraux avec des sentences dans tout le pays. Avec ces procès seul 10 % du total des répresseurs inculpés ont été condamnés, et dans la majorité des cas avec des condamnations inférieures au maximum de la peine. Ces procès ont abouti à 16 acquittements de membres bien connus de groupes de nervis de Terrorisme d'État. Et encore qu'il y ait un nombre semblable de génocidaires détenus en attente de procès, la majorité des inculpés se trouve en liberté; outre le fait qu'il y a plusieurs dizaines de répresseurs en fuite y que le nombre le plus grand de génocidaires que sont morts dans l'impunité avant une sentence ou condamnés, mais lors de procès toujours en cours. [...]

Le manque de célérité dans l'exécution des procès est patent dans la juridiction de La Plata, davantage si on tient compte de la dimension de la terreur d'État qui a touché la région, non seulement par les 10.000 victimes qu'il a produit, mais aussi et fondamentalement, par les effets intergénérationnels qu'il continue à entraîner: la triste distinction de la ville comme une source permanente de la continuité dans les méthodes répressives de la disparition forcée de personnes: Andrés Nuñez, séquestré, assassiné et disparu par un groupe de nervis de la Brigade d'Investigations en 1990, Miguel Bru, détenu, torturé et disparu par des agents du commissariat 9 en 1993 et Jorge Julio López, qui inaugure la catégorie de détenu-disparu-libéré-disparu; sont plus que des noms à La Plata, ce sont les luttes que la marquent comme Ville Capital de l'impunité.

À La Plata environ 12 Centres clandestins de détention ont fonctionné durant la dictature, coordonnés par des milliers de membres de la police de Buenos Aires et des Forces armées. Sur ces milliers de répresseurs, seul 19 (Bergés, Etchecolatz, Von Wernich, Alonso, Herzberg et 14 génocidaires agissant dans l'Unité 9) ont été condamnés dans la capitale de la province de Buenos Aires depuis la réouverture des procès, des jugements partiels, certains

avec des condamnations minimales, mais d'autres l'ont été avec des sentences exemplaires qui ont inclus dans le verdict la prise en compte politique de la figure du génocide. [...]

Et pour le mouvement des droits de l'homme de La Plata, il y a une blessure ouverte qui fait partie de ce processus et que l'on ne peut écarter. Quatre ans après l'enlèvement et la disparition de Jorge Julio López, les seules réponses que la société a reçu de l'État ont été: d'abord la tentative officielle de minimiser le fait, ensuite les discours creux de juges et ministres, et enfin le silence du gouvernement et des médias sur ce sujet. L'affaire López met non seulement en évidence la contradiction que personne ne s'occupe efficacement d'enquêter sur un délit si grave et directement lié au processus de réouverture des procès contre les génocidaires. Elle montre également la négligence et la complicité que le pouvoir politique utilise sur ces phénomènes qu'il prétend combattre, de l'inefficacité des enquêtes de la justice fédérale de La Plata et de la complicité structurelle de la police dans tous les grands délits commis dans la province de Buenos Aires.

C'est pourquoi nous dénonçons l'absence d'une volonté réelle de condamnation du caractère massif et planifié de la répression, avec l'intention de reconnaître que ce qui est arrivé ici a été un génocide. [...]

En décembre 2007 les soupçons sur le rôle de ce genre de groupes [de droite faisant pression sur les procès] est devenu une confirmation, en outre bien faiblement objet d'enquête. Il s'agit de l'empoisonnement au cyanure du répresseur Héctor Febres, de la police maritime aux arrêts dans les dépendances fédérales de cette force dont il était membre (tout en violant à plusieurs reprises sa détention), et quatre jours avant la sentence de la première partie d'un procès sur les faits ayant eu lieu à l'ESMA [école supérieure de mécanique de la marine, grand centre de détention]. La mort de Febres mit un terme au procès. La justice annonça dans un premier temps un décès dû à des "causes naturelles". Le ministre de la Défense du moment, Nilda Garré, évoqua une pseudo "crise cardiaque". Une fois reconnues les causes réelles de la mort, et une fois communiquées aux journalistes des photos des conditions de prison préventives du génocidaire la situation devint plus grave: Febres alla jusqu'à jouir de vacances permises par le juge Sergio Torres [apparemment pur et dur il y a quelques années, assez girouettes et proche des K depuis], des promenades à cheval, des dîners avec des cadres importants de la police maritime, accès illimité à internet, portables et autres avantages impensables pour un prisonnier de droit commun.. [...]

En dépit des réponses institutionnelles, la ribambelle de cas de terrorisation, de privations momentanées de liberté et d'attaques contre des témoins [contre les génocidaires] n'ont jamais cessé dans plusieurs villes du pays.

1 – 7 *Vie carcérale sous le modèle K Prison modèle de Coronda, modèle d'anéantissement (Agencia Rodolfo Walsh, 10.04.11)*

Plus d'une centaine de personnes incarcérées sont mortes ces dernières onze années à la prison "Modèle" de Coronda. "Ne faut-il pas maintenant se demander: N'est-ce pas là un Modèle d'extermination massif et systématique d'êtres humains? Est-ce que ce sont, oui ou non, des Crimes de lèse humanité ?, et enfin pour finir nous nous interrogeons: jusqu'à quand va-t-on sous la conduite de l'État appliquer ce terrorisme tendant à assassiner des jeunes pauvres et exclus, et jusqu'à quand la société argentine va-t-elle protéger cela par son silence", telles sont les questions que se posent les camarades détenus.

Au Sud de la capitale [Rosario] de la province de Santa Fe, dans la ville de Coronda, on trouve une Unité pénitentiaire ironiquement dénommée "Institut correctionnel Modèle". Ce centre de détention est un des meilleurs exemples montrant tout au long de la période démocratique la maigre application des droits de l'homme dans ce pays. Ce lieu témoigne également que le terrorisme d'État n'a pas disparu après la dictature civile et militaire, ni

non plus, comme on veut nous le faire croire, avec l'arrivée des gouvernements démocratiques actuels.

12 avril 2011 suicide par pendaison de José Ferrari, au pavillon de punition n°1 (ARW, 13.04.11).

Pour les lecteurs ayant des doutes sur les données, voici la liste des personnes décédées à Coronda, Nom, Prénom, date, lieu (PAB=pavillon; HOSP=hôpital; UNIDAD=unité).

On remarque que 14 détenus sont morts entre le 10 et le 16 avril 2005; les informations sur internet indique une prétendue bagarre interne entre prisonniers, plutôt un règlement de compte sur ordre des gardiens de la prison en 2008, 11 gardiens imputés furent acquittés. Le gouverneur de la province de Santa Fe est le socialiste Binner !

- 1 BENITEZ CRISTIAN LEONARDO 14-jan 2000 PAB 5
- 2 SANABRIA CLAUDIO ARIEL 21-jan 2000 HOSP CULLEN
- 3 ACOSTA JUAN RAMON 16-jan 2000 HOSP BAIGORRIA
- 4 MENDOZA RAMON 06-avril 2000 HOSP PSIQ UNIDAD
- 5 BASILIO MIGUEL 25-avril 2000 HOSP CULLEN
- 6 ARGUELLO JUAN JOSE 26-avril 2000
- 7 LENCINA ALBERTO MIGUEL 28-avril 2000
- 8 CHAVEZ CASTRO JUAN 25-mai 2000
- 9 BERTI ADRIAN 06-juin 2000
- 10 MANSILLA MARCELO 08-juin 2000 PAB 5 LAT C1
- 11 RAMIREZ CRISTIAN 08-juin 2000 HOSP BAIGORRIA
- 12 CAÑETE RUBEN ENRIQUE 12-juil 2000
- 13 VARGAS CLAUDIO ALDO 28-juil 2000 HOSP PSIQ UNIDAD
- 14 MUÑOZ MARCELO JAVIER 24-août 2000 HECA
- 15 BURGOS JORGE 27-août 2000
- 16 LUNA CRISTIAN GUILLERMO 16-oct 2000 HOSP CULLEN
- 17 LEIVA ROMUALDO 19-nov 2000 HOSP CULLEN
- 18 PORATTI GUSTAVO 23-nov 2000 HOSP CULLEN
- 19 CISNEROS JUAN 13-déc 2000 HOSP CULLEN
- 20 MUÑOZ CLAUDIO SALVADOR 13-déc 2000 PAB 3
- 21 BENITEZ ALBERTO DOMINGO 29-déc 2000 PAB 12
- 22 MOREYRA DANIEL 03-avril 2001 HOSP CULLEN
- 23 RONDEAU ALEJANDRO 20-mai 2001 HOSP CULLEN
- 24 MESA JORGE LUCIO 22-mai 2001 HOSP CULLEN
- 25 FIGUEROA EDGARDO NESTOR 28-mai 2001
- 26 AMAYA LUIS 19-juin 2001
- 27 MENDOZA CARLOS DANIEL 27-juin 2001 HOSP CULLEN
- 28 JARA ROBERTO 21-août 2001
- 29 CHAMORRO DIEGO ANIBAL 04-sep 2001
- 30 MICELLI JUAN 30-déc 2001 HOSP CULLEN
- 31 AUGLER CARLOS 30-déc 2001 HOSP CULLEN
- 32 GONZALEZ HIPOLITO 30-déc 2001 HOSP CULLEN
- 33 FLORES CARLOS 30-déc 2001 HOSP CULLEN
- 34 LEGUIZAMON HECTOR FABIAN 05-fév 2002 PAB 6
- 35 GOMEZ JUAN 11-fév 2002 HOSP CULLEN
- 35 AVINASSI FELIPE EDUARDO 19-fév 2002
- 37 ROJAS CLAUDIO DARIO 20-fév 2002 HOSP CULLEN

38 ANTONIO CLAUDIO 26-fév 2002
39 MOSQUEDA IVAN 26-fév 2002
40 BREST EDUARDO 02-jun 2002 HOSP CULLEN
41 CASTRO JORGE 05-août 2002 PAB 12
42 RIOS CARLOS 19-sep 2002
43 GENESIS CARLOS 04-déc 2002 HOSP PSIQ UNIDAD
44 RIVERO 19-jan2003
45 BOLOGNESE MARCELO 21-jan2003 PAB 3
46 ALTAMIRANO SERGIO 19-fév 2003
47 ORUE RAMON GUSTAVO 08-mars 2003 PAB 10
48 BARRAZA JUAN RAFAEL 14-mars 2003 PAB 2
49 CARROZINO 14-mars 2003 PAB 2
50 ARIZA MIGUEL 16-mars 2003
51 RAMIREZ PABLO 23-avril 2003
52 CENTURION RAMON EDUARDO 09-mars 2003
53 GONZALEZ MANUEL DAVID 11-mai 2003
54 DUARTE OSCAR ALFREDO 19-juin 2003
55 FLORES HUMBERTO 21-juin 2003 HOSP BAIGORRIA
56 LOPEZ ERNESTO MARCOS 02-juil 2003 PAB 9
57 PELEGRINA LISANDRO 27-sep 2003
58 LOZA (PACIENTE) 2003
58 ESTAY ROSENDO 25-déc 2003 PAB 12
60 SUELDO CRISTIAN 20-mars 2004 PAB 12
61 CUESTA RAFAEL FERNANDO 05-avril 2004 PAB 9
62 YEDRO ESTEBAN 08-avril 2004 PAB 6
63 SARABIA GUSTAVO 13-juil 2004 PAB 3
64 SELAYES EDUARDO 04-oct 2004 HOSP BAIGORRIA
65 GIMENEZ OSCAR 08-nov 2004 PAB 9
66 CARTELLI CARLOS 08-nov 2004 PAB 12
67 MARTINEZ JORGE 29-nov 2004 PAB 6
68 BENITEZ JORGE MARCELO 27-fév 2005 PAB 6
69 BERGAMASCO MARIO ALBERTO 09-mars 2005
70 GENTILE FLAVIO 21-mars 2005 PAB 6
71 BUSTAMANTE GUSTAVO 03-mars 2005
72 VERON EDUARDO 10-avril 2005 PAB 12
73 MERCADO AMELIO 11-avril 2005 PAB 11
74 AGUIRRE DIEGO HERNAN 11-avril 2005 PAB 11
75 HEREDIA CRISTIAN 11-avril 2005 PAB 11
76 ORTIGOZA JUAN MANUEL 11-avril 2005 PAB 11
77 BARRETO CARLOS ARIEL 11-avril 2005 PAB 11
78 GOMEZ WALTER 11-avril 2005 PAB 11
79 VALENZUELA RAMON ANDRES 11-avril 2005 PAB 11
80 GARCIA JOSE ITATI 11-avril 2005 PAB 11
81 FRIAS SERGIO PABLO 11-avril 2005 PAB 11
82 BENITEZ FABIAN EZEQUIEL 11-avril 2005 PAB 3
83 DUARTE RAMON ALBERTO 11-avril 2005 PAB 1
84 DUARTE SERGIO DAMIAN 11-avril 2005 PAB 1
85 DIAZ JUAN RAMON 11-avril 2005 PAB 1
86 YANUZI JORGE 16-avril 2005 HOSP CULLEN
87 ALTAMIRANO RICARDO CARLOS 04-mai 2005 HOSP CULLEN

- 88 FERNANDEZ IVAN MARCELO 16-oct 2005
 89 GONZALEZ GUSTAVO JAVIER 04-août 2005
 90 LEMOS JULIO CESAR 08-nov 2005 DISCIPLINA
 91 ENRIQUE JUAN GABRIEL 28-juin 2006
 92 GROSSO VICENTE ALBERTO 28-mars 2006 HOSP CULLEN
 93 HERNANDEZ PEDRO 05-sep 2006
 94 LARROSA LEONARDO 14-fév 2006
 95 LIMA JOSE MANUEL 17-nov 2006 PAB 12
 96 DIAZ VICTOR RAMON 30-mars 2007 PAB 4
 97 MARTIN GUSTAVO OMAR 31-juil 2007 PAB 2
 98 AGUIRRE ALEJANDRO EZEQUIEL 25-nov 2007 PAB 9
 99 RUIZ ESTEBAN DANIEL 12-déc 2007 HOSP CULLEN
 100 CORIA DARIO 21-déc 2007 PAB 7
 101 DIAZ MIGUEL ANGEL 01-déc 2007 PAB 5 NORTE
 102 LEZCANO LUIS ALBERTO 04-fév 2008
 103 MONZON LUIS 04-mars 2008 PAB 2
 104 ORELLANA JULIO 31-mars 2008 PAB 5 SUR LAT A2
 105 GODOY RAMON ANTONIO 20-avril 2008
 106 PUCHOL DAMIAN ERNESTO 2010 PAB 9
 107 TREJO PABLO MARCELO 24-fév 2010 CAMPO DE DEPORTES
 108 HECTOR REPETTI 18-mars 2010 SALIDA LABORAL
 109 JORGE LUIS TOPO SUAREZ 20-mars 2011
 110 PABLO LARENTI 20-mars 2011
 (111 voir plus haut)

Et dans les autres provinces, comment est la situation ? (voir ce Bulletin pour 2010 et 2011: N° 48 49, 23.05.10; mort suspecte (p. -) N° 50, 02.07.10 (p. 9); N° 53, 16.09.10. (p. 4).

"La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a exprimé son inquiétude au sujet des "conditions dramatiques où se trouvent les personnes privées de liberté" dans les prisons et les commissariats de la province de Buenos Aires [18 millions d'habitants au total], constatées par l'inspecteur pour les personnes privées de liberté, Rodrigo Escobar Gil, lors de sa visite réalisée en juin 2010", e communiqué la Commission pour la Mémoire". Sale rôle pour l'envoyé du gouverneur de cette province Scioli, absence du gouvernement national. (Agencia Rodolfo Walsh, 30.03.11).

Une synthèse nationale à l'occasion du 24 mars 2011, pour dénoncer le putsch militaire du 24 mars 1976:

L'enfer vit dans putain de cellule. Aujourd'hui comme hier Nous sommes des milliers et des milliers moins les trente mille [disparus par la dictature militaire]. Comme à ce moment là, ce 24 mars dans la 48, dans toute prison argentine, les portes de l'enfer s'ouvrent chaque jour; sans les flammes [de l'enfer] la terreur brûle éternellement. Sans aucun doute un jour la vérité arrivera et tous ces événements infernaux finiront. 24 mars 2011. (Moskito. Unité 48. Pénitencier de José León Suárez [banlieue de Buenos Aires])

1 – 8 Mort d'enfants par dénutrition: Réponse d'Alicia Torres et de Tomás Torres Aliaga au gouverneur kirchnériste de la province de Salta sur sa déclaration que les autochtones ne vont pas à l'hôpital (09.02.11) (Argenpress, 14.02.11)

Nous sommes des professionnels [de la santé...] depuis 30 ans dans cette province [...il s'avère.]

** Que les peuples originaires lorsqu'ils sont traités avec respect et dignité par les équipes de santé, recherchent et acceptent sans difficulté les pratiques de la médecine officielle. De même, ils les abandonnent rapidement ou refusent d'y avoir recours, quand ils sont l'objet de discriminations déclarées et occultes. Ils résistent en se taisant, parce qu'ils ne se sentent pas considérés de la part des institutions publiques.*

** Que les équipes de santé qui travaillent en s'engageant auprès de la population locale, ne reçoivent de la part des autorités sanitaires ni soutien et reconnaissance ni les ressources nécessaires, pour maintenir les prestations minimales exigées sur le plan de la santé par la Convention des droits des enfants, reconnue par la constitution de notre pays.*

** Qu'il est faisable économiquement d'appliquer ces prestations, avec un apport minimal annuel de 150 dollars par personne, bien moins que ce qu'investit en moyenne le système public de santé dans notre pays, et que les gouvernements ne veulent pas ou ne savent pas assigner aux populations originaires.*

** Que la dénutrition de ces communautés, problème essentiellement socio-économique n'a été surmonté par aucun gouvernement ces 200 dernières années, car les peuples originaires ont été et sont encore l'objet de "pratiques sociales génocidaires" venant même des institutions ou politiques sensés les aider. Leur éternelle condition de pauvres structurels le démontre. [...]*

1 – 9 *Salariés d'après les statistiques officielles de l'INDEC [4 ème trimestre 2010]. 20 % à peine touche plus de 3.500 pesos (Clarín, 10.04.11)*

Sur les 15.374.000 personnes ayant un travail comme employés ou comme patrons, la moitié des salariés gagne moins 2.000 pesos par mois. En moyenne, le revenu des salariés est de 2.488 pesos mensuels.

Il faut ajouter 1.163.000 chômeurs sans revenus ou qui reçoivent la maigre "prestation de chômage" de moins de 400 pesos.

Si on prend tout le revenu des familles, la moitié des foyers vit avec moins de 3.350 pesos par mois. Quant à la moyenne de revenu mensuel de tous les logements, il est de 4.345 pesos par mois.

Si on descend dans l'échelle des revenus suivant le niveau de l'emploi, 40 % -soit plus de 6 millions de personnes- gagne moins de 1.800 pesos mensuels, environ la valeur du salaire minimum, vital et mobile (fixé maintenant à 1.840).

Pour une grande partie des gens –un tiers des salariés- travaillant au noir, en moyenne, on estime qu'ils touchent 30 % de moins que les salariés officiels, donc sous le seuil minimum légal.

Dans la tranche des gens ayant des revenus inférieurs, il s'avère qu'un bon nombre travaille peu d'heures hebdomadaires -entre 22 et 33-, bien que dans la plupart des cas il soit prêt à travailler davantage. On y trouve l'emploi féminin, de femmes travaillant moins d'heures hors de chez elles (car les tâches ménagères du foyer retombent sur elles) surtout pour celles qui sont employées de maison [...]

Au-dessus de 5.000 pesos mensuels on n'a à peine 10 % des personnes occupant un emploi -un peu plus de 1.500.000 personnes- qui pour la plupart doivent payer l'impôt sur les bénéfices pour l'année 2010.

Tout en diminuant des dernières années, la tarte est répartie très inégalement puisque la moitié des salariés ayant de bas revenus en reçoit 23,6 % et que l'autre en touche 76,4 %.

Plus inégale encore est la radiographie des revenus familiaux: la moitié la plus pauvre reçoit 22,3 % et l'autre moitié le reste 77,7 %. [...]

1 – 10 *Vision de Hijos del Pueblo, mensuel anarchiste, 6 ème année, n° 28, avril 2011.* Ce périodique s'adresse à tous et aux anarchistes et on n'y trouve pas le triomphalisme sectaire d'*Organización Obrera* de la FORA, 10 ème année [sic], n° 33, janvier février 2011 (financée par l'AIT, l'un explique l'autre), mais certaines pages sont lisibles, en dépit de l'absence de toute référence actuelle à toute organisation populaire argentine, hormis deux syndicats foristes, un à Neuquén et l'autre de la banlieue de Buenos Aires.

Hijos del Pueblos fait sa une sur *Persécution patronale et bureaucratique: nous les travailleurs nous luttons.* En page 3 *La soumission de la femme face à l'exploitation patronale* et sur la même page *La traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle. Le marché nous appauvrit, le patriarcat nous force, l'État le garantit. Séquestrées ou manipulées par de prétendues offre de travail, 3.500 adolescentes, fillettes et garçons, subissent différentes sortes de violence sexuelle et de traite, d'après les dernières données d'organisme internationaux.* Page 4 l'article annoncée sur la une; page 5 *Les élections présidentielles et les fausses promesses de l'État,* sur la même page excellent titre *Vu d'en bas « Parler d'un socialisme qui collabore avec la bourgeoisie, avec le gouvernement bourgeois, avec l'État capitaliste et avec les bureaucrates syndicaux des centrales ouvrières, n'est même pas une caricature de socialisme.* L'article semble être un compte-rendu d'une assemblée de travailleurs du métro de Buenos Aires. Page 6 sur les tactiques patronales de licenciement. Page 7, à propos du congrès de la CTA et de *l'illusion d'autonomie ouvrière au compromis avec la politique bourgeoise,* autre titre excellent et la page 8 et dernière sur la rébellion du peuple libyen.

2) Sacré pays

2 – 1 *La presidente de la République argentine reconnaît ses limites* (extraits du discours du 5 mars 2011) Elle a souligné les insuffisances environnementales, les déséquilibres régionaux et une grande disparité entre les salaires [...] *Fondamentalement nous n'avons pas encore résolu un nombre de questions qui préoccupent fortement les masses, en particulier le manque d'éducation de bonne qualité et la carence de ressources sanitaires, inégalement réparties; la pression de la hausse des prix, comme les augmentations extravagantes des prix dans l'immobilier dans certaines villes; la poussée des problèmes sociaux induits par les expropriations illégales de terres et la destruction d'habitations; les problèmes significatifs quant à l'hygiène des aliments; la corruption persistante dans certains domaines.**

*En fait, ce sont les propos du premier ministre chinois Wen Jiabao, lors de l'ouverture de la session annuelle de l'assemblée populaire à Pékin (*The Indu*, 05.03.11).

Et de façon stupéfiante il ne se référait pas à l'Argentine de madame Fernández (grande amie du peuple).

2 – 2 *Pillage des côtes et Modèle K* *La commission d'audit sur la pêche du colin et du calmar a non seulement constaté que l'État continue à laisser faire la sur exploitation des ressources de pêche, en particulier le colin Hubbsi et le calmar Illex. Elle a aussi révélé que l'État est amorphe quand il faut punir les auteurs d'infraction. Sur les amendes appliquées aux firmes de pêche entre 2006 et 2009, pour un total de presque 90 millions de pesos, il n'a pu en recouvrer qu'environ 13 millions. (Clarín, 12.04.11) **

2 – 3 *Du bon usage de la police, question d'intérêts* Enquête sur 90 policiers pour avoir protégé des lupanars. Une grosse affaire contre 12 commissariats de la police fédérale. On y faisait des faux pour occulter ce qui se passaient dans ces établissements. La Brigade de

surveillance contre les enlèvements a dénoncé ces faits à la Justice, qui a mis sous scellés des documents dans ces commissariats, qui a perquisitionné dans 40 locaux et y a détecté des cas de traite de personnes. (*Clarín*, 20.03.11).

2 – 4 Wiñazki Miguel *La locura de los argentinos (Historia de un país furibundo y desmesurado)* [La folie des Argentins (Histoire d'un pays furibond et démesuré), Buenos Aires, 2010.

Le titre du livre fait penser à une œuvre d'un correspondant en Argentine d'un journal étranger, qui tente de préparer ses compatriotes à la compréhension d'une ethnologie extravagante dans un pays exotique.

Ce n'est pas le cas puisque l'auteur est directeur de la maîtrise en journalisme du quotidien *Clarín* (et en outre licencié en philosophie et écrivain). La table des matières des près de 300 pages présente une étude chronologique depuis les 19-20 décembre 2001, mais le dernier chapitre est une démonstration des mauvais penchants de l'individu Néstor Kirchner. Si bien que le livre n'est guère qu'un pamphlet avec bien des allusions intéressantes à l'anthropologie, l'histoire argentine et la sociologie.

L'interprétation sous-jacente (ou indirecte, peut-être au-delà des mots et de la position de l'auteur) semble caractéristique des journaux prestigieux et les classes moyennes et supérieures, comme *Clarín* et *La Nación* et *Página 12*.

Pourquoi inclure la revue quasi officielle de la présidence kirchnériste?

Dans les trois cas, les informations passent par les mêmes critères: tout ce qui peut discréditer et être dommageable pour l'objectif fixé par la direction du média et les chefs de rédaction est bon, digne de foi et donc quasi irréfutable.

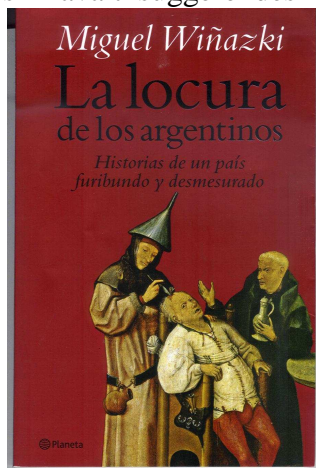
Dans l'esprit des collaborateurs des trois quotidiens il est inimaginable d'écrire que le socialiste Binner est aussi corrompu (moralement et peut-être vénale), menteur que le kirchnériste Urtubey et que tout deux valent autant que le radical Cobos.

Les trois grands organes de papier font un miracle chaque jour: trouver une différence dans le cloaque néo libérale entre des groupes politiques qui ont les mêmes programmes socio-économiques, le même respect de la dette extérieure contractée par la dictature militaire, le même oubli de mesures immédiates contre la mort des Argentins les plus défavorisés.

La confirmation apparaît tous les jours dans l'absence de campagnes journalistiques ayant un objectif pratique comme aux États-Unis avec la destitution du président de la république Nixon pour violation de la Constitution. Des USA la presse officielle prend la crasse tout en jetant l'éthique dans le caniveau.

-:-:-

Miguel Wiñazki aurait perdu son emploi et son métier, mais comblé son estime de soi, s'il avait suggéré des campagnes médiatiques contre tous les organes de répression, les



fumigations et l'exploitation minière à ciel ouvert, le rétablissement de la peine de mort (appliquée-peu- lors du procès de Nuremberg contre les grands dirigeants nazis et qui sont si cités en exemple pour les jugements contre la dictature des juntes militaires) pour responsabilité répétée et évidente dans les destructions de l'environnement et du milieu humains (le cas de [l'ex forêt immense] El impénétrable et des ethnies argentines décimées, sans parler des responsables des 30.000 disparus, etc.), etc.

Miguel Wiñazki, à un niveau moins engagée politiquement, mais aussi important dans le domaine social, aurait dû reconsidérer sa citation de Freud: "*La masse veut toujours être dominée par un*

pouvoir illimité" (p. 54-55). N'est-ce pas exactement le contraire qui s'est passé en décembre 2001? N'est-ce pas ce qui s'est arrivé en 1917 au tsarisme? Ou beaucoup plus près, un peu en décembre 2010 avec Evo Morales et sa loi sur l'augmentation des prix du carburant? Ne parlons pas de ces malheureux Tunisiens et Egyptiens incapables de lire Freud et d'appliquer sa formule. Une partie des Qom, soit dit en passant, est "*dans la même ignorance coupable*" et a commencé sa rébellion à la fin de 2010 et la continue encore.

Ce qui est significatif c'est justement quand une partie de la population réagit comme le constate Freud, comme des animaux machistes qui doivent violer (les manifestations de soutien aux trois violeurs pères de famille de General Villegas en mai 2010). Dommage qu'on n'ait pas proposé de manifes parodie demandant la fellation et le viol obligatoires de tous les adolescents par les pères de familles dignes et virils, sous peine d'expulsion de la ville de General Villegas des neutres et des opposants!

Mon interprétation serait que dans le cas de 2001, des Qom et des Tunisiens, etc., l'impasse du désespoir atteint de telles proportions que la plupart des gens sont forcés de voir leur présent et leur avenir comme finis

Certains se résignent à ne pas voir leurs propres excréments moraux comme valeur d'échange, soumission équivalente à prostitution pour survivre. D'autres se suicident (le cas d'une partie des Indiens en réponse aux conquistadores si chrétiens et si espagnols, dans le sens de laquais de leurs maîtres) ou se lancent à l'attaque.

Dans les deux cas de dégénérescence éthique et de renaissance vitale, la cause est la démente de l'exploitation. Démence inévitable, car l'accumulation de pouvoir et de richesse est inhérente, indissociable des classes dominatrices au pouvoir dans tout type de société.

Les périodes de calme deviennent des phases préparatoires de nouvelles attaques sociales ou de combats entre groupes concurrents, avec leurs répercussions imparables sur les plus vulnérables.

Si l'intention de Miguel lecteurs Wiñazki était que les lecteurs arrivent à de telles réflexions, son livre est un grand succès. Si elle est qu'ils acceptent l'approche de Freud et des trois grands quotidiens nationaux, je ne pense pas qu'il ait réussi.

En effet, les chapitres sur les crimes, la violence chez les jeunes (une autre assimilation de ce qui les plus pervers dans la société nord-américaine, élément que Wiñazki ne signale pas) montrant une société si malade, avec une classe politique si passive, puisque l'auteur ne cite jamais un soupçon de mesure intelligente, et qu'on ne voit pas d'autres solutions que l'exil (comme la pauvre mère victime d'une agression en sortant d'une banque et en a perdu son bébé en juillet 2010) ou briser les modèles sociaux existants.

Frank Mintz, 08.03.2011.